

CONTRAT DE GESTION DE LA RTBF

Les téléspectateurs actifs s'expriment

Moins de pub, davantage de culture, et une gestion participative intégrant davantage les citoyens : le collectif La RTBF nous appartient, issu du mouvement Tout Autre Chose, a appelé mardi à un changement de cap pour la radiotélévision de service public. « *La logique commerciale a pris le pas et influence les programmes de la RTBF* », a déploré mardi Mathieu Richard, au nom du collectif, lors d'une audition devant le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui planche actuellement sur le prochain contrat de gestion de la RTBF (2018-2022).

Dénonçant les conséquences sociales de l'hyperconsommation encouragée par la publicité, le collectif plaide pour une réduction sensible de la publicité à la RTBF - notamment par la suppression de toute publicité les mercredis, jour où les enfants

sont davantage susceptibles de regarder le petit écran - ainsi que la fin totale du placement de produits.

Selon l'association, la chaîne publique, soucieuse de faire de l'audience, a orienté ces dernières années sa programmation vers le simple divertissement, reléguant souvent la culture et les programmes éducatifs tard le soir, ou sur La Trois.

« *Sur une semaine (sur la Une), vous avez maintenant des émissions de divertissement pendant cinq soirs, les deux autres soirées étant consacrées à Questions à la Une (le mercredi) et au Jardin extraordinaire (le dimanche)* », selon Frédéric Gaston, lui aussi membre de La RTBF nous appartient.

Selon ce collectif qui a lancé une pétition sur internet, la RTBF devrait faire davantage d'éducation permanente pour promouvoir le vivre ensemble, s'intéresser da-

vantage à la transition écologique, offrir une plus grande diversité dans la couverture des sports, s'intéresser plus aussi à l'Europe, diffuser plus de culture en prime time, et mettre sur pied une émission sur la parentalité, comme le réclame la Ligue des familles depuis longtemps. Autre point de focalisation du collectif : la gouvernance de la RTBF et son conseil d'administration qui devrait, selon lui, être ouvert à la société civile, et publier ses décisions.

Enfin, le collectif voudrait que le futur contrat de gestion de la radiotélévision publique restaure un service efficace de médiation entre la RTBF et ses utilisateurs.

Les parlementaires poursuivront leurs auditions mercredi matin avec le directeur général d'IP, la régie publicitaire de RTL, suivi par des représentants de l'Union européenne de radiotélévision (UER). ■